

Questions orales

Le député m'a demandé de lui donner l'assurance que les taux fléchiraient d'autant au Canada. Je ne peux lui donner une assurance de ce genre. Nous avons formulé des instances aux dirigeants américains depuis le sommet du mois d'août dernier—plus récemment à Paris et à Helsinki—leur recommandant de réduire leur déficit afin d'entraîner la baisse des taux d'intérêt. J'estime que le gouvernement américain tente d'en arriver à une entente avec le Congrès afin de réduire le déficit ce qui permettrait d'abaisser les taux aux États-Unis.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, cela fait maintenant plus de 18 mois que le ministre rejette le blâme sur les États-Unis pour ce qui nous arrive. Les taux d'intérêt élevés et nos problèmes de chômage sont attribuables, selon lui, aux États-Unis. Il lui faut choisir. Il doit soit prendre un engagement clair pour redonner confiance aux investisseurs, soit cesser de blâmer les États-Unis pour tout ce qui nous arrive, comme il le fait depuis 18 mois.

La question est donc: s'engagera-t-il envers les Canadiens à diminuer proportionnellement nos taux d'intérêts lorsqu'ils diminueront aux États-Unis? Dans le cas contraire, admettra-t-il que les problèmes que nous connaissons découlent de son budget et de sa politique économique?

● (1420)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député déforme les faits. Ce n'est pas moi qui ai soulevé la question des États-Unis; je n'ai pas non plus, durant la période des questions d'aujourd'hui, attribué aux États-Unis les taux d'intérêts élevés; c'est le député qui l'a fait.

M. Wilson: D'habitude, c'est vous Allan; vous ne pouvez vous en sortir comme cela.

M. MacEachen: C'est un fait qui est reconnu par tous les ministres des Finances du monde industrialisé. J'ai d'ailleurs rencontré 22 d'entre eux. Ils ont tous signé un communiqué déclarant exactement ce que le député prétend; c'est à dire que les taux d'intérêts très élevés aux États-Unis empêchent une relance. Personne plus que moi ne veut que les taux diminuent aux États-Unis. Le député parle également de confiance. Je crois que le moyen le plus rapide d'accélérer la perte de confiance dans notre pays serait d'accepter la suggestion du député et de prendre aujourd'hui l'engagement que toute réduction des taux d'intérêts aux États-Unis sera suivie par une réduction équivalente au Canada, quelle que soit la situation économique.

M. Wilson: Il vous faut choisir.

M. MacEachen: La mesure préconisée par le député n'est pas de celles que j'aimerais utiliser pour redonner confiance aux investisseurs.

LES SECTEURS DE LA PETITE ENTREPRISE ET DE L'AGRICULTURE

M. Otto Jelinek (Halton): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Comme il est bien évident que le ministre n'est pas disposé à tempérer de quelque façon sa politique de taux d'intérêt élevés, pourrait-il nous dire maintenant ce qu'il a l'intention de faire pour alléger le fardeau que lui et son gouvernement font peser tout particulièrement sur les chefs de petites entreprises et les agriculteurs, ou le ministre est-il prêt à laisser tranquillement se poursuivre ses programmes désastreux et à regarder mourir ces secteurs essentiels de notre économie qui, comme il le sait, emploie plus de 60 p. 100 de la main-d'œuvre du Canada? Quelle action est-il prêt à entreprendre pour aider ces deux secteurs principaux de notre économie?

M. Paproski: Il pourrait commencer par démissionner.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député pose sa question purement pour la forme. Ce n'est absolument pas une demande d'information.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Seriez-vous dur d'oreille?

M. MacEachen: Je dirai au député que je suis très conscient des problèmes des petites entreprises et des exploitations agricoles. Nous avons déjà pris des mesures spéciales pour aider ces deux secteurs. Si de nouvelles mesures s'avèrent nécessaires, je les annoncerai à la Chambre au moment approprié.

M. Jelinek: Madame le Président, si le ministre croit que les obligations pour l'expansion de la petite entreprise sont la solution à ce problème, je peux lui dire que, de l'avis du directeur des services de commercialisation au Canada de la Banque de la Nouvelle-Écosse, les demandes de prêts dans le cadre du programme actuel d'obligations pour l'expansion de la petite entreprise sont 94 p. 100 moins nombreuses qu'elles ne l'étaient dans le cadre du programme original. En fait, un sondage mené auprès de vingt banques de ma propre circonscription de Halton indique qu'aucun prêt n'y a été consenti à cause des dispositions qui ont été adoptées en novembre dans le budget du ministre et qui ont rendu ce programme inefficace. Toutefois, si le ministre veut une question précise, la voici.

L'OBLIGATION POUR L'EXPANSION DE LA PETITE ENTREPRISE

M. Otto Jelinek (Halton): Madame le Président, le ministre est-il disposé à assouplir les restrictions qui entourent actuellement l'obligation pour l'expansion de la petite entreprise et à la rétablir dans son état antérieur, de sorte que les petits commerçants et les agriculteurs puissent s'en prévaloir maintenant qu'ils en ont besoin, avant qu'il ne soit trop tard? J'exhorte le ministre à l'action.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le changement apporté à l'obligation pour l'expansion de la petite entreprise dans le budget avait pour but de s'assurer que les fonds disponibles aillent aux plus démunis dans le pays.

M. Wilson: Personne n'en a vu l'ombre.